

Enjeux des négociations climatiques pour la COP 27 (6-18/11) et attentes du MEDEF

1. Contexte

- La COP 21 a constitué un tournant dans les négociations sur le climat avec l'adoption de l'Accord de Paris, premier accord universel, la montée en puissance de l'enjeu du financement et la reconnaissance du rôle des acteurs non-étatiques dont les entreprises. Le MEDEF s'est mobilisé à des degrés divers depuis 2015 dans le cadre des COP climat en étroite collaboration avec la Task force Ville durable de MEDEF International.
- La COP 27 se tient à Charm-el-Sheikh **du 6 au 18 novembre 2022**.

2. Etat des négociations

Le MEDEF et MEDEF International ont rencontré le 12 septembre l'ambassadeur chargé des négociations climatiques Stéphane Cruzat :

- La COP27 sera une **COP intermédiaire** de mise en œuvre, un an après Glasgow qui a marqué les 5 ans de l'Accord de Paris et un an avant la COP28 aux Emirats Arabes Unis qui marquera le *global stocktake* (revue des engagements en 2023). L'enjeu de la COP 27 est relativement défensif : « ne pas reculer par rapport à Glasgow ».
- Le contexte géopolitique et énergétique a durci les positions. Les négociations ont été très difficiles au G20 et à Bonn. **Les tensions portent sur la reconnaissance même de la légitimité de l'Accord de Paris** et de l'objectif de limitation du réchauffement à 1,5 °C à 2100 (**Chine, Arabie Saoudite...**), le financement de l'adaptation et de la résilience (l'Afrique réclame des moyens supplémentaires).
- Parmi les sujets au cœur des discussions, le rôle des mécanismes de marché (compensations carbone), la redevabilité des acteurs non-étatiques dont les **entreprises (multiplication des « Pledges ») et la finance** (initiative climat de 450 institutions financières représentant 130 000 mds \$ sous la houlette de Marc Carney, gouverneur de la Banque d'Angleterre),

3. Enjeux pour le MEDEF

- **Promouvoir la place des entreprises** et des filières d'excellence françaises dans ce domaine, leur rôle dans les processus d'innovation et le développement de solutions bas carbone
- **Afficher une bonne coordination entre les représentants officiels français présents sur place et les entreprises dans une approche d'« équipe de France des solutions bas carbone »**. Cette collaboration est observée avec intérêt par les entreprises étrangères. Une séquence avec Jean-Yves Le Drian et avec l'ambassadeur Cruzat a eu lieu lors de la COP26 à Glasgow. Des interactions entre MEDEF, MEDEFI et le Président Hollande ont été organisées lors de la COP22.
- **Porter un message politique** sur la nécessité d'un engagement partagé par les principaux pays émetteurs au niveau mondial (level playing field), de feuilles de route partagées vers la neutralité carbone, de politiques climatiques convergentes, de reconnaissance des

mécanismes de marché (prix du carbone) ou encore de promotion des mécanismes de financement publics et privés.

- **Développer et multiplier les partenariats** voire des side events communs avec les autres parties prenantes : Etats, entreprises étrangères, homologues du MEDEF (USCIB, US Chamber, Keidanren, CGEM au Maroc, BusinessEurope, partenaires européens), ONG, syndicats...

4. Messages clé du MEDEF pour les négociations

- Les entreprises soutiennent sans réserve l'objectif climatique et sont déterminées à développer, produire, commercialiser et exporter des solutions compétitives pour y répondre. Cette transition bas carbone doit se faire de façon juste et compétitive, sans naïveté. La priorité doit être de conforter le leadership français et européen pour répondre au défi de la neutralité carbone.
- **Le MEDEF appelle l'ensemble des parties à la CCNUCC à accroître leur ambition lors de la COP 27, en ligne avec les engagements pris dans le cadre de Fit for 55 par l'Union européenne qui représente 9 % des émissions mondiales de GES.**
- **Nous attendons de nos partenaires mondiaux qu'ils prennent des engagements vers la neutralité carbone à l'horizon 2050** et prennent des engagements crédibles à plus court terme ainsi que des initiatives politiques pour y parvenir. L'absence de progression crédible et substantielle de l'ambition de nos partenaires internationaux contraindrait l'UE à se prémunir du risque de fuites de carbone (MACF, EU ETS)
- **La France et l'UE ont la possibilité d'encourager les pays tiers à intensifier leurs efforts**, notamment par l'interconnexion des différents marchés du carbone ou l'inclusion de clauses climatiques dans les accords de libre-échange.
- **Le MEDEF soutient la définition de règles claires en matière de transparence**, de mesure, reporting et vérification des émissions. Il s'agit d'un point essentiel pour assurer la comparabilité des efforts au niveau mondial et la mise en place de conditions de concurrence équitables.
- **La mise en place de règles communes en matière de système d'échange mondial de réductions d'émissions de gaz à effet de serre (article 6 de l'Accord de Paris) est essentielle** : un compromis doit être trouvé pour assurer l'intégrité environnementale des réductions d'émissions, des règles claires pour éviter les doubles comptes et assurer une équité des méthodes au niveau mondial. Ce point est crucial : la mise en place de mécanismes de coopération internationale peut permettre d'économiser jusqu'à 250 milliards de dollars d'ici à 2030 par rapport à un scénario qui s'appuierait sur la somme des seules politiques nationales.

5. Enjeux des négociations (source : Ministère de l'Ecologie)

Dans un contexte géopolitique focalisé sur la guerre en Ukraine, la COP27 doit répondre à quatre grands enjeux :

1. Atténuation des émissions

Le constat du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) dans son 6^e rapport d'évaluation (volume 3, avril 2022) est alarmant : même si les engagements actuels de tous les pays du monde sont respectés d'ici 2030, l'objectif de réchauffement global de 1,5 °C prévu par l'Accord de Paris reste hors de portée et celui de 2 °C nécessitera une réduction drastique des émissions de tous les gaz à effet de serre d'ici 2030. Le [Pacte de Glasgow sur le climat](#) adopté à l'issue de la COP26 a déjà exhorté tous les pays dont la trajectoire de réduction des émissions n'est pas compatible avec les objectifs de l'Accord de Paris à présenter une nouvelle contribution déterminée au niveau national (CDN) avant fin 2022. Dans la continuité, l'objectif pour la COP27 sera d'établir un programme de travail sur l'atténuation robuste et d'obtenir une ambition climatique renforcée des pays les plus en retrait, en particulier parmi les grands émetteurs.

À ce jour, 169 Parties ont remis de nouveaux engagements climatiques, dits CDN (contributions déterminées au niveau national) et 88 Parties, représentant 78 % des émissions mondiales, ont pris un engagement de neutralité carbone ou climatique.

2. Adaptation au changement climatique

Organisée sur le continent africain par l'Égypte, cette 27^e édition accordera une priorité élevée à l'adaptation, en particulier l'objectif mondial d'adaptation (*Global Goal on Adaptation*, GGA). Cet objectif qualitatif, qui concerne toutes les Parties, consiste à renforcer les capacités d'adaptation, à accroître la résilience aux changements climatiques et à réduire la vulnérabilité. C'est la COP26 qui a décidé d'établir un programme de travail de deux ans (2022-2023) sur le GGA afin que les Parties puissent partager leur compréhension de cet objectif global et comment progresser vers son atteinte.

3. Financements pour le climat

Les pays développés se sont engagés, dès 2009 et de nouveau en 2015, à mobiliser 100 milliards de dollars par an de financements pour l'action climatique dans les pays en développement pour la période 2020-2025. La COP27 devra restaurer la confiance des pays en développement envers les pays développés, les premiers rappelant souvent la non-atteinte de cet objectif collectif des seconds et demandant davantage de financements, notamment pour l'adaptation. Par ailleurs, la COP27 devrait permettre d'avancer sur l'opérationnalisation de l'article 2.1c de l'Accord de Paris, qui vise à aligner l'ensemble des flux financiers avec un objectif de neutralité carbone.

4. Pertes et préjudices

L'un des objectifs de la COP27 est de faire progresser les discussions sur les pertes et préjudices dans un contexte de fortes attentes des plus vulnérables et de la société civile. La France s'inscrit dans cet objectif et renforce sa mobilisation sur l'ensemble du continuum d'activités pertinentes en la matière, que ce soit l'adaptation, la mise en place de systèmes d'alertes précoces, avec des initiatives telles que CREWS (initiative sur les systèmes d'alerte précoce aux

risques climatiques), la réduction de risque de catastrophe, l'aide humanitaire, le soutien aux systèmes assurantiels.



Un renforcement et une meilleure coordination des actions relatives aux pertes et préjudices est essentielle. La France soutient résolument le réseau de Santiago, créé à la COP25, et le bouclier global contre les risques climatiques développé par la présidence allemande du G7 et le V20.

L'Accord de Paris

L'Accord de Paris a été adopté à l'unanimité par les Parties à la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques (CCNUCC) le 12 décembre 2015, lors de la COP21. À ce jour, 194 Parties l'ont ratifié. Cet accord, juridiquement contraignant, fixe un objectif collectif ambitieux : contenir la hausse des températures bien en deçà de 2 °C et si possible la limiter à 1,5 °C. Il vise aussi à renforcer les capacités d'adaptation au changement climatique et à rendre les flux financiers compatibles avec ces objectifs. C'est un accord dynamique qui organise le rehaussement progressif des engagements des pays tous les 5 ans. C'est un accord juste et solidaire qui prévoit d'aider les pays en développement à mettre en œuvre leurs engagements. Depuis la COP26, l'intégralité des règles d'application de l'Accord de Paris est opérationnelle.

Annexe : calendrier des journées thématiques de la COP27

COP27 Climate Action Calendar

| | 7 Nov | 8 Nov | 9 Nov | 10 Nov | 11 Nov | 12 Nov | 13 Nov | 14 Nov | 15 Nov | 16 Nov | 17 Nov |
|---|----------------------------|---------|------------|----------------------------|-----------------|----------------------------|----------|----------------|--------------------------|--------------------------|-------------------|
| Day | WLS | | Finance | Science & Youth | Decarbonization | Adaptation & Agriculture | Rest Day | Water & Gender | Energy & ACE | Biodiversity | Solutions |
|  COP 27 Presidency events | World Leaders Summit (WLS) | | Finance | Science | Decarbonization | Adaptation | Rest Day | Gender | ACE | Biodiversity | Solutions |
| | GCA HL Opening | | Finance | Youth & Future Generations | Decarbonization | Agriculture & Food Systems | | Water | Energy | Biodiversity | Solutions |
|  MP-GCA | GCA HL Closing | | Finance | Resilience | Industry | Land | Rest Day | Water | Energy | Oceans and Coastal Zones | Human Settlements |
| | | Finance | Resilience | Industry | Land | Water | | Energy | Oceans and Coastal Zones | Human Settlements | |

KEY
 ■ Strengthening resilience
 ■ Delivering on mitigation ambition
 ■ Knowledge, inclusion and enablers for action

